Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom:	Saint-Aubert
Code géographique :	17055
Type d'organisme municipal :	Municipalité locale



Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé	

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

S3

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Augumannia du acracil	
Aux membres du conseil,	
Je soussigné(e),_Serge Roussel	, atteste la véracité du rapport financier consolidé
5···(·),	
de Saint-Aubert	pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)	

Signature

Date

2014-04-23

TABLE DES MATIÈRES

Section I	PAGE
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

Organisme Saint-Aubert Code géographique 17055

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Saint-Aubert et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la municipalité de Saint-Aubert et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2013 ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

S6

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Aubert inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19-1, 19-2 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (du

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

déficit) de l'exercice et sur la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

CPA auditeur CA permis de comptabilité publique no A110424

Saint-Jean-Port-Joli

DATE 2014-03-20

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013		Réalisatio	ns 2013	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	-				
Fonctionnement							
Taxes	1	1 670 425	1 880 405	1 850 424			1 850 424
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 751	6 700	6 248			6 248
Quotes-parts	3					4 105	
Transferts	4	287 468	234 088	313 012			313 012
Services rendus	5	97 502	116 959	134 512		10 201	134 626
Imposition de droits	6	44 609	37 100	57 448			57 448
Amendes et pénalités	7	10 812	4 500	8 122			8 122
Intérêts	8	10 885	3 700	10 131		445	10 576
Autres revenus	9	125 224	3 400	65 708		2 174	67 882
Auties revenus	10	2 253 676	2 286 852	2 445 605		16 925	2 448 338
Investissement	-10	2 200 0,0					
Taxes	11					100000000000000000000000000000000000000	
Quotes-parts	12						
Transferts	13	551 484		123 341			123 341
Autres revenus	10						
Contributions des promoteurs	14			104 050			104 050
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets	13						
d'entreprises municipales	16						
d entreprises municipales	17	551 484		227 391			227 391
	18	2 805 160	2 286 852	2 672 996		16 925	2 675 729
Charges	- 10						
Administration générale	19	361 744	418 543	422 190	19 374	6 636	448 200
Sécurité publique	20	207 958	223 710	212 867	54 858		267 725
Transport	21	449 391	492 024	525 303	160 002		685 305
Hygiène du milieu	22	306 379	460 389	374 012	146 538	14 652	521 010
Santé et bien-être	23	98 057	59 815	438 218			438 218
Aménagement, urbanisme et développement	24	302 178	119 305	283 089	18 513		301 602
Loisirs et culture	25	123 703	151 513	154 751	25 609		180 360
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	78 955	109 788	74 292		995	75 287
Amortissement des immobilisations	28	418 055		424 894	(424 894)		
A THO GOOD MORE GOOD MAN TO A THOU T	29	2 346 420	2 035 087	2 909 616		22 283	2 917 707
Excédent (déficit) de l'exercice	30	458 740	251 765	(236 620)		(5 358)	(241 978

 ^{1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013		éalisations 2013	
		Administration	Administration	Administration	Organismes	Total
		municipale	municipale	municipale	contrôlés	consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	458 740	251 765	(236 620)	(5 358)	(241 978)
Moins: revenus d'investissement	2 (551 484) () (227 391) () (227 391
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice						
avant conciliation à des fins fiscales	3	(92 744)	251 765	(464 011)	(5 358)	(469 369)
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Amortissement	4	418 055		424 894	8 810	433 704
Produit de cession	5	4 650			712	712
(Gain) perte sur cession	6	(4 650)		41 500	(712)	40 788
Réduction de valeur / Reclassement	7	(1000)			(*/	
Reduction de Valeur / Reclassement	8	418 055		466 394	8 810	475 204
Propriétés destinées à la revente	-	710 000		100 00 1		
Coût des propriétés vendues	9	182 697		164 049		164 049
Réduction de valeur / Reclassement	10	102 007		104 010		101010
Reduction de Valeur / Reclassement	11	182 697		164 049		164 049
Prêts, placements à long terme à titre		102 007		10.000		
d'investissement et participations dans des						
entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement				000 000		300 000
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			300 000	4.000 0 7	
Remboursement de la dette à long terme	17 (118 137) (114 600) (126 040) (1 862) (127 902
	18	(118 137)	(114 600)	173 960	(1 862)	172 098
Affectations						00.074
Activités d'investissement	19 (299 682) (95 500) (62 671) () (62 671
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	(13 175)		90 000		90 000
Excédent de fonctionnement affecté	21				10 654	10 654
Réserves financières et fonds réservés	22		(41 665)	(13 175)		(13 175)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(6 488)	(6 488)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(312 857)	(137 165)	14 154	4 166	18 320
	26	169 758	(251 765)	818 557	11 114	829 671
Excédent (déficit) de fonctionnement de						
l'exercice à des fins fiscales	27	77 014		354 546	5 756	360 302

^{∞ 1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013		Réalisations 2013	
	1	Administration	Administration	Administration	Organismes	Total 1
		municipale	municipale	municipale	contrôlés	consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	551 484		227 391		227 391
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
Ajouter (déduire)						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(866)	(20 000)	(24 604) () (24 604
Sécurité publique	3	(33 496)	į į	(24 076) () (24 076
Transport	4	(97 143)	(57 500)	(18 670) () (18 670
Hygiène du milieu	5	(387 093)	(10 000)	(40 054)) (40 054
Santé et bien-être	6	((ì	; (
Aménagement, urbanisme et développement	7	ì	(5 000)	26 256)	j (26 256
Loisirs et culture	8	(30 321)	3 000)	(229 370)	; (229 370
Réseau d'électricité	9	()	(í í	
Treseau d'electricite	10	(548 919)	(95 500)	(363 030)) (363 030
Propriétés destinées à la revente	10	1 11111			<u> </u>	
Acquisition	11	(422 157)	((27 501) () (27 501
Prêts, placements à long terme à titre			`	•		
d'investissement et participations dans des						
entreprises municipales						
Émission ou acquisition	_12	()	()	() () (
Financement		`	1	•		
Financement à long terme des activités d'investissement	13					
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	299 682	95 500	62 671		62 671
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			23 471		23 471
Excédent de fonctionnement affecté	16					
Réserves financières et fonds réservés	17					
Treserves intarreles et lorids reserves	18	299 682	95 500	86 142		86 142
	19	(671 394)		(304 389)		(304 389)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice	19	(011 004)		(00.00)		(22.300)
à des fins fiscales	20	(119 910)		(76 998)		(76 998)

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	1	Réalisations 2012	Budget 2013	1	Réalisations 2013	ns 2013
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	458 740	251 765	(236 620)	(5 358)	(241 978)
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (548 919)	(95 500)	(363 030) () (363 030
Produit de cession	3	4 650			712	712
Amortissement	4	418 055		424 894	8 810	433 704
(Gain) perte sur cession	5	(4 650)		41 500	(712)	40 788
Réduction de valeur / Reclassement	6					
	7	(130 864)	(95 500)	103 364	8 810	112 174
Variation des propriétés destinées à la revente	8	(239 461)		136 548		136 548
Variation des stocks de fournitures	9	,,		3 250	42	3 292
Variation des autres actifs non financiers	10	(9 610)		2 981	60	3 041
Variation doe dated delile from manager	11	(249 071)		142 779	102	142 881
	12	78 805	156 265	9 523	3 554	13 077
Gains (pertes) de réévaluation nets	13					
Variation des actifs financiers nets ou de la						
dette nette	14	78 805	156 265	9 523	3 554	13 077
Actifs financiers nets (dette nette) au début de						
l'exercice	15	(1 882 521)	WHITE PARTY	(1 803 716)	(106 268)	(1 909 984)
Redressement aux exercices antérieurs	16	` ,	William Francisco	1	(1)	
Actifs financiers nets redressés						
(dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(1 882 521)		(1 803 715)	(106 269)	(1 909 984)
Actifs financiers nets (dette nette)						
à la fin de l'exercice	18	(1 803 716)		(1 794 192)	(102 715)	(1 896 907)

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2012 Administration municipale	Administration municipale	2013 Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	373 687	451 502	51 718	503 220
Placements temporaires	2			170	170
Débiteurs (note 5)	3	317 647	350 962	2 324	353 286
Prêts (note 6)	4				
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	691 334	802 464	54 212	856 676
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	519 600	519 600		519 600
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	345 748	269 620	125 938	395 558
Revenus reportés (note 12)	13	18 716	27 900		27 900
Dette à long terme (note 13)	14	1 610 986	1 779 536	30 989	1 810 525
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	2 495 050	2 596 656	156 927	2 753 583
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note14)	17	(1 803 716)	(1 794 192)	(102 715)	(1 896 907)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	7 281 833	7 178 471	51 675	7 230 146
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	643 677	507 129		507 129
Stocks de fournitures	20	25 768	22 518	1 898	24 416
Autres actifs non financiers (note 17)	21	34 852	31 871	41	31 912
	22	7 986 130	7 739 989	53 614	7 793 603
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	238 929	462 103	29 077	491 180
Excédent de fonctionnement affecté,					
réserves financières et fonds réservés	24	371 584	402 660	11 759	414 419
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25 (() (300 000) (110 623) (410 623
Financement des investissements en cours	26	(742 623)	(819 620)		(819 620)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	6 314 524	6 200 654	20 686	6 221 340
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	6 182 414	5 945 797	(49 101)	5 896 696

^{🔁 1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	R	éalisations 2012	R	éalisations 2013	
t/		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	458 740	(236 620)	(5 358)	(241 978)
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	418 055	424 894	8 810	433 704
Autres					
- Ajustement conso	3		1		1
- Gain/perte sur cession	4	(4 650)	41 500	(712)	40 788
H	5	872 145	229 775	2 740	232 515
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(118 155)	(33 315)	(305)	(33 620)
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	50 936	(76 128)	(8 285)	(84 413)
Revenus reportés	9	13 924	9 184		9 184
Actif / passif au titre des avantages					
sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11	(239 461)	136 548		136 548
Stocks de fournitures	12	` ,	3 250	42	3 292
Autres actifs non financiers	13	(9 610)	2 981	60	3 041
·	14	569 779	272 295	(5 748)	266 547
Activités d'investissement en				al along	
immobilisations					
Acquisition	15 (548 919) ((363 030) ()(363 030
Produit de cession	16	4 650	` ' '	712	712
	17	(544 269)	(363 030)	712	(362 318)
Activités de placement		· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·		
Prêts, placements à long terme à titre					
d'investissement et participations dans des					
entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () (()()(
Remboursement ou cession	19 `	ŕ	` , ,	, ,	
Variation nette des placements temporaires	20			(2)	(2)
Variation nette des autres placements					
à long terme	21				
	22			(2)	(2)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23		300 000		300 000
Remboursement de la dette à long terme	24 (118 137) (1 861) (127 901
Variation nette des emprunts temporaires	25	389 600	ή,	31.30	
Variation nette des frais reportés liés à la dette		,			
à long terme	26		(5 410)		(5 410)
Autres			(+)		(/
-	27				
-	28				
	29	271 463	168 550	(1 861)	166 689
Augmentation (diminution) de la trésorerie					
et des équivalents de trésorerie	30	296 973	77 815	(6 899)	70 916
Trésorerie et équivalents de trésorerie	0.4	70.744	070 007	E0 047	400.004
(insuffisance) au début de l'exercice	31	76 714	373 687	58 617	432 304
Tufa availa at favilialante de tufa availa					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	90	373 687	451 502	51 718	503 220
(insuffisance) à la fin de l'exercice	32	313 001	401 002	01/10	503 220

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013		Réalisations 2013			
	>-	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹		
Rémunération	1	471 953	579 650	581 755	7 822	589 577		
Charges sociales	2	85 700	112 918	109 286	1 613	110 899		
Biens et services	3	929 694	948 322	1 102 953	3 043	1 091 804		
Frais de financement Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge								
De l'organisme municipal D'autres organismes municipaux Du gouvernement du Québec et ses entreprises	4 5 6	74 280	109 788	70 608	981	71 589		
D'autres tiers Autres frais de financement	7 8	4 675		3 684	14	3 698		
Contributions à des organismes Organismes municipaux								
Quotes-parts	9	206 815	247 199	199 090		199 090		
Autres Autres organismes	10 11	112 117 22 948	15 000 22 210	391 563		391 563		
Amortissement des immobilisations	12	418 055		424 894	8 810	433 704		
Autres								
- Autres	13	20 183		25 783		25 783		
<u> </u>	14 15							
	16	2 346 420	2 035 087	2 909 616	22 283	2 917 707		

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations		
Name of the control o		2013	2012	
Revenus				
Taxes	1	1 850 424	1 670 425	
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 248	6 751	
Quotes-parts	3			
Transferts	4	436 353	838 952	
Services rendus	5	134 626	97 616	
Imposition de droits	6	57 448	44 609	
Amendes et pénalités	7	8 122	10 812	
Intérêts	8	10 576	11 356	
Autres revenus	9	171 932	126 158	
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises				
municipales	10			
	11	2 675 729	2 806 679	
Charges				
Administration générale	12	448 200	381 807	
Sécurité publique	13	267 725	261 140	
Transport	14	685 305	610 163	
Hygiène du milieu	15	521 010	456 405	
Santé et bien-être	16	438 218	98 057	
Aménagement, urbanisme et développement	17	301 602	302 668	
Loisirs et culture	18	180 360	167 538	
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	75 287	79 712	
	21	2 917 707	2 357 490	
Excédent (déficit) de l'exercice	22	(241 978)	449 189	
	00	C 055 700	5 806 595	
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercie		6 255 783		
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)) 24	(117 109)	(1)	
Excédent (déficit) accumulé redressé au début	05	6 439 674	5 806 594	
de l'exercice	25	6 138 674	5 606 594	
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	20	5 896 696	6 255 783	
a la lili de l'exercice	26	2 090 090	0 200 100	

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations		
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1		(241 978)	449 189
Variation des immobilisations				
Acquisition	2	(363 030) (666 030)
Produit de cession	3	•	712	5 526
Amortissement	4		433 704	429 326
(Gain) perte sur cession	5		40 788	(5 526)
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7		112 174	(236 704)
Variation des propriétés destinées à la revente	8		136 548	(239 461)
Variation des stocks de fournitures	9		3 292	` 304 [´]
Variation des autres actifs non financiers	10		3 041	(9 580)
	11		142 881	(248 737)
	12		13 077	(36 252)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13	191		745 A B P (1516)
Variation des actifs financiers nets ou de la				
dette nette	14		13 077	(36 252)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de				
l'exercice	15		(1 909 984)	(1 873 732)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16		(**************************************	(/
Actifs financiers nets redressés (dette nette redres	sée)			
au début de l'exercice	17		(1 909 984)	(1 873 732)
A 400 00				
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	40		(1 896 907)	(1 909 984)
a la lili de l'exercice	18		(1080 801)	(1 303 304)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012	
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse	1	503 220	432 304	
Placements temporaires	2	170	168	
Débiteurs (note 5)	3	353 286	319 666	
Prêts (note 6)	4			
Placements à long terme (note 7)	5			
Participations dans des entreprises municipales	6			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7			
Autres actifs financiers (note 9)	8			
	9	856 676	752 138	
PASSIFS				
Découvert bançaire	10			
Emprunts temporaires (note 10)	11	519 600	519 600	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	395 558	479 970	
Revenus reportés (note 12)	13	27 900	18 716	
Dette à long terme (note 13)	14	1 810 525	1 643 836	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15			
	16	2 753 583	2 662 122	
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(1 896 907)	(1 909 984)	
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations (note 15)	18	7 230 146	7 459 429	
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	507 129	643 677	
Stocks de fournitures	20	24 416	27 708	
Autres actifs non financiers (note 17)	21	31 912	34 953	
Addres action initiationers (note 17)	22	7 793 603	8 165 767	
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	5 896 696	6 255 783	

Obligations contractuelles (note 18) Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

			2013	2012
Activités de fonctionnement				
Excédent (déficit) de l'exercice	1		(241 978)	449 189
Éléments sans effet sur la trésorerie				
Amortissement	2		433 704	429 326
Autres				
- Ajustement conso	3		1	
- Gain/perte sur cession	4		40 788	(5 526)
	5		232 515	872 989
Variation nette des éléments hors caisse				
Débiteurs	6		(33 620)	(118 440)
Autres actifs financiers	7			
Créditeurs et charges à payer	8		(84 413)	154 576
Revenus reportés	9		9 184	13 924
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10			
Propriétés destinées à la revente	11		136 548	(239 461)
Stocks de fournitures	12		3 292	304
Autres actifs non financiers	13		3 041	(9 580)
	14		266 547	674 312
Activités d'investissement en immobilisations				
Acquisition	15	(363 030) (666 030
Produit de cession	16		712	5 526
	17		(362 318)	(660 504)
Activités de placement				
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement				
et participations dans des entreprises municipales				
Émission ou acquisition	18	() (
Remboursement ou cession	19			
Variation nette des placements temporaires	20		(2)	(2)
Variation nette des autres placements à long terme	21			
	22		(2)	(2)
Activités de financement				
Émission de dettes à long terme	23		300 000	32 850
Remboursement de la dette à long terme	24	(127 901)(118 137
Variation nette des emprunts temporaires	25			389 600
Variation nette des frais reportés liés à la dette				
à long terme	26		(5 410)	
Autres				
-	27			
-	28			
	29		166 689	304 313
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des				
équivalents de trésorerie	30		70 916	318 119
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)				
au début de l'exercice	31		432 304	114 185
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance)	20		503 220	432 304
à la fin de l'exercice	32		JUJ 22U	432 304

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec depuis le 10 juin 1857.

2. Principales méthodes comptables

Base de présentation

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 8 et 9, la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 19-1 et 19-2 et l'endettement total net à long terme présenté à la page 21.

L'ensemble des éléments incorporels ne sont pas constatés dans les états financiers de la municipalité.

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés incluent aussi la quote-part revenant à la municipalité dans les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses du partenariat dans la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de l'Anse-à-Gilles auquel elle participe dans une proportion de 10,95 % (10,95 % en 2012). Cette consolidation se fait ligne par ligne. La Régie intermunicipale de l'Islet-Montmagny n'a pas été consolidée dû au faible impact qu'elle aurait eu sur les états financiers dans leur ensemble.

B) Comptabilité d'exercice

Estimations comptables

Pour dresser les états financiers conformément aux normes comptables, la direction de la municipalité doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes y afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que la municipalité pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des revenus

Les taxes se rapportant à l'année visée sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats d'évaluateur.

Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

S22-1 18-1

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les dons sont constatés à leur juste valeur marchande dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

C) Actifs financiers

S.O.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti.

Immobilisations

Les immobilisations sont des actifs non financiers qui, de par leur nature, sont employés normalement pour fournir des services futurs.

Amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Taux

nfrastructures de 2,5 % à 10 %
âtiments de 2,5 % à 3,33 %
éhicules de 5 % à 10 %
achinerie, outillage et équipement de 5 % à 14,29 %
meublement et équipement de bureau de 10 % à 33 %
méliorations locatives 6,67 %

Réduction de valeur

Lorsque la conjoncture indique qu'une immobilisation ne contribue plus à la capacité de la municipalité de fournir des biens et des services, ou que la valeur des avantages économiques futurs qui se rattachent à une immobilisation est inférieure à sa valeur comptable nette, le coût de l'immobilisation est réduit pour refléter la baisse de valeur. Toute moins-value sur les immobilisations est passée en charges à l'état consolidédes résultats et aucune reprise de moins-value ne peut être constatée ultérieurement.

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le

transfert est constaté à titre de passif:

F) Avantages sociaux futurs

S.O.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir correspondent à des charges comptabilisées au cours de l'exercice ou antérieurement, qui font l'objet d'une taxation différée. Ce poste est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par la municipalité et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation à l'état consolidé de l'excédent (du déficit) de fonctionnement à des fins fiscales :

- -Financement à long terme des activités de fonctionnement.
- -Flux actualisés des coûts de post-fermeture.

H) Instruments financiers

S.O.

I) Autres éléments Placements

Les placements temporaires, constitués de dépôts à terme et autres titres, ainsi que les placements à long terme à titre d'investissement et les placements à long terme à des fins de trésorerie sont comptabilisés au coût.

Si une indication objective de dépréciation existe, une perte de valeur est comptabilisée lorsqu'un placement subit une moins-value durable. Toute augmentation ultérieure de la valeur d'un placement ayant fait l'objet d'une réduction de valeur n'est comptabilisée à l'état consolidé des résultats qu'au moment de sa réalisation.

Prêts

Lors de l'évaluation initiale, les prêts sont évalués au coût (lequel correspond généralement au montant de trésorerie transféré), à l'exception des prêts assortis de conditions avantageuses importantes. Lorsque les conditions du prêt sont avantageuses à un point tel que, en substance, une partie ou la totalité de l'opération s'apparente davantage à une subvention qu'à un prêt, l'élément subvention de l'opération est constaté à titre de charges à l'état consolidé des résultats au moment de l'attribution du prêt.

Des provisions pour moins-value sont constituées pour désigner les prêts au plus faible du coût et de la valeur nette de recouvrement et traduisent, en conséquence, le degré de recouvrabilité et le risque de perte. L'évaluation peut être effectuée prêt par prêt ou pour une catégorie donnée de prêts. Les provisions pour moins-value sont déterminées à l'aide des meilleures estimations possibles, compte tenu des faits passés, des conditions actuelles et de toutes les circonstances connues à la date de préparation des états financiers. Lorsqu'un prêt a été provisionné pour moins-value, en totalité ou en partie, et que le recouvrement du prêt est considéré par la suite comme probable, la provision pour moins-value constituée à l'égard du prêt peut être réduite.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût propre. Les propriétés destinées à la revente sont constatées à titre d'actif financier lorsque l'actif est en état d'être vendu, qu'il y a un plan en place pour la vente de l'actif et qu'il est raisonnable de prévoir que la vente sera réalisée dans l'année suivant la date des états financiers.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéraire sur la durée des emprunts correspondants.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La municipalité prendra en charge sa quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture de la décharge contrôlée de déchets solides exploitée. Les coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des charges liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Les coûts sont constatés en fonction de la capacité utilisée de la décharge, laquelle est mesurée selon une méthode volumétrique en fonction du nombre de mètres cubes utilisés.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion de la décharge contrôlée de déchets solides.

3. Modification de méthodes comptables Paiements de transfert

Le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public (CCSP) a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des paiements de transfert, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Le 1er janvier 2013, la municipalité a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3410, « Paiements de transfert », traitant de la comptabilisation des paiements de transfert. Le chapitre SP 3410 exige que les transferts soient comptabilisés comme charges et revenus, selon le cas, lorsque le transfert est autorisé et que tous les critères d'admissibilité sont respectés, sauf lorsque le transfert crée une obligation répondant à la définition d'un passif pour le bénéficiaire.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la municipalité au 31 décembre 2013 et pour l'exercice terminé à cette date.

Recettes fiscales

Le CCSP a publié un nouveau chapitre relativement à la comptabilisation des recettes fiscales, qui s'applique à tous les gouvernements et aux organismes appliquant les Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ainsi, le 1er janvier 2013, la municipalité a adopté prospectivement les nouvelles recommandations du chapitre SP 3510, « Recettes fiscales », traitant de la comptabilisation des recettes fiscales. Le chapitre SP 3510 exige que les recettes fiscales soient comptabilisées à titre de revenus lorsqu'elles répondent à la définition d'un actif, qu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit.

L'adoption de ces nouvelles recommandations n'a eu aucune incidence sur les résultats et la situation financière de la municipalité.

		2013	2012
Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse		414 419	382 23
Placements temporaires	1	414419	302 20
Placements à long terme	2		
Note	3		
Débiteurs			
Taxes municipales		75 718	83 30
Taxes municipales Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	4	73716	00 00
Gouvernement du Québec et ses entreprises	5	139 376	73 78
	6	68 621	111 93
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7		
Organismes municipaux	8	47 356	12 53
Autres		40.450	00.50
- Divers clients	9	18 153	32 58
- Intérêts	10	4 062	5 51
	11	353 286	319 66
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12		
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
Autres tiers	15		
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16		
Note			
Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17		
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
•	20		
	21		
Note			
Note			
Placements à long terme Placements à titre d'investissement	20		
	22		
Autres placements	23		
	24		

		2013	
Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(
1	27		
Charge de l'exercice		·	
Régimes à prestations déterminées capitalisés	00		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28 29		
Régimes à cotisations déterminées			
	30	0.450	10 979
Autres régimes (REER et autres)	31	8 150	10 973
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33	8 150	10 979
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" po	ur plus	de détails.	
Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres			
Autres	35		
	36		
Note	36		
Note	36		
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and	mont	ant maximum autorisé ement. Au 31 décembre	de 750 000\$ a e le taux est
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un	mont	ant maximum autorisé ement. Au 31 décembre	de 750 000\$ a e le taux est
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and	mont nuell de	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le 1	e le taux est
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable an de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 %	mont nuell de	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le 1	e le taux est règlement ellement. Au 3
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012)	mont nuell de	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le 1	e le taux est
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs	mont nuell de et e	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue	e le taux est règlement ellement. Au 3:
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux	mont nuell de et e	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548	e le taux est règlement ellement. Au 3:
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie	mont nuell de et e 37 38 39	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548	e le taux est règlement ellement. Au 3
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation	mont nuell de et e 37 38 39 40	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548 34 772	règlement ellement. Au 3 161 70° 36 809
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	mont nuell de et e 37 38 39 40	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548	règlement ellement. Au 3 161 70° 36 809
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation	mont nuell de et e 37 38 39 40 t 41	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548 34 772	règlement ellement. Au 3 161 70° 36 809
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	mont nuell de et e 37 38 39 40 t 41	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548 34 772	règlement ellement. Au 3 161 70° 36 809
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres	mont nuell de et e 37 38 39 40 t 41 42 43	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548 34 772 123 970	règlement ellement. Au 3 161 70 36 809
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Intérêts courus	mont nuell de et e 37 38 39 40 t 41	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548 34 772 123 970 8 569	e le taux est règlement ellement. Au 3 161 70 36 809
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres - Intérêts courus - Autres	mont nuell de et e 37 38 39 40 t 41 42 43	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548 34 772 123 970	e le taux est règlement ellement. Au 3 161 70 36 809 130 458 22 696
Emprunts temporaires La municipalité dispose d'un emprunt bancaire d'un taux préférentiel plus 0.5% et est renouvelable and de 3.5%. (3.5% en 2012) La municipalité a un emprunt bancaire d'un montant d'emprunt 409-2011 au taux préférentiel plus 0.5 % décembre le taux est de 3.5 %. (3.5 % en 2012) Créditeurs et charges à payer Fournisseurs Salaires et avantages sociaux Dépôts et retenues de garantie Provision pour contestations d'évaluation Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement Autres Intérêts courus	mont nuell de et e 37 38 39 40 t 41 42 43 44	ement. Au 31 décembre 519 600 \$ pour le r st renouvelable annue 145 548 34 772 123 970 8 569	e le taux est règlement ellement. Au 3:

		2013	2012	
2. Revenus reportés				
Taxes perçues d'avance	48	23 108		
Transferts	49		7 516	
Autres				
 Projet usine de filtration 	50	4 792	4 792	
- Terrain	51		6 408	
	52	27 900	18 716	

						2013	2012
Dette à long terme	Taux d'intérêt Échéance						
	de	à	de	è à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,80	4,30	2014	2018	53	1 741 889	1 558 350
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
A.L. 1.11. N.L. 1					56		
Autres dettes à long terme Gouvernement du Québec et ses entreprises					57		
Organismes municipaux	5,25	5,25	2015	2015		74 046	85 486
Obligations découlant de contrats de							
location-acquisition					59		
Autres					60		
					61	1 815 935	1 643 836
Frais reportés liés à la dette à long terme					62(5 410) (
					63	1 810 525	1 643 836

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets			Obligations et billets Autres dettes à long terme			
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	3	Location- acquisition	Autres		
2014	64	72	799 694	80	89	8 800	97	808 494
2015	65	73	92 949	81	90	65 246	98	158 195
2016	66	74	80 494	82	91		99	80 494
2017	67	75	105 852	83	92		100	105 852
2018	68	76	662 900	84	93		101	662 900
2019 et +	69	77		85	94		102	
Intérêts et frais	70	78	1 741 889	86	95	74 046	103	1 815 935
accessoire	S		Solle ne r.	87()		104 ()
	71	79	1 741 889	88	96	74 046	105	1 815 935
Note								

	2013	2012
106	(1 896 907)	(1 909 984)
107		
108		
109	(1 896 907)	(1 909 984)
	107 108	106 (1 896 907) 107 108

Code géographique 17055

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT	-				7		-	14. 1111
Infrastructures								
Eau potable	110	4 059 300	138		165		192	4 059 30
Eaux usées	111	439 481	139	4 597	166		193	444 07
Chemins, rues, routes, trottoirs	,							
ponts, tunnels et viaducs	112	3 971 800	140	21 465	167		194	3 993 26
Autres	113	838 854	141		168	117 110	195	721 74
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	1 103 987	143		170		197	1 103 98
Améliorations locatives	116		144		171		198	
Véhicules	117	1 299 252	145		172	2 962	199	1 296 29
Ameublement et équipement								
de bureau	118	191 552	146	25 464	173		200	217 01
Machinerie, outillage et équipeme	ent							
divers	119	507 265	147	27 398	174		201	534 66
Terrains	120	347 266	148	14 721	175	41 498	202	320 48
Autres	121		149		176		203	
	122	12 758 757	150	93 645	177	161 570	204	12 690 83
Immobilisations en cours	123 _	795 513	151	269 385	178		205 _	1 064 89
	124	13 554 270	152	363 030	179	161 570	206	13 755 73
AMORTISSEMENT CUMULÉ	8-		-		-		_	
Infrastructures								
Eau potable	125	2 238 694	153	109 633	180	(12 174)	207	2 360 50
Eaux usées	126	212 064	154	10 396	181	,	208	222 46
Chemins, rues, routes, trottoirs	,							
ponts, tunnels et viaducs	127	1 455 483	155	137 393	182	12 174	209	1 580 70
Autres	128	484 646	156	22 054	183		210	506 70
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	493 414	158	26 622	185		212	520 03
Améliorations locatives	131		159		186		213	
Véhicules	132	616 842	160	91 605	187	2 961	214	705 48
Ameublement et équipement								
de bureau	133	176 339	161	13 733	188		215	190 07
Machinerie, outillage et équipeme	ent							
divers	134	417 359	162	22 268	189		216	439 62
Autres	135		163 _		190		217 _	
	136 _	6 094 841	164	433 704	191	2 961	218	6 525 58
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	7 459 429					219	7 230 14
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221 () 224 (226 (228 (
Valeur comptable nette	222		,		`**		229	

Note

La colonne ajustement comprend un redressement de 117 110 \$ provenant de la modification

de l'état financier 2012 de la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de L'Anse-à-Gilles.

230 231	507 129	
	507 129	
231		643 677
201		
232		
233	507 129	643 67
234		
235	507 129	643 67
236	31 912	34 95
237		
238		
239	31 912	34 95
	234 235 236 237 238	234 235 507 129 236 31 912 237 238

18. Obligations contractuelles

La municipalité s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation à combler 10 % du déficit annuel de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

La municipalité est conjointement responsable avec d'autres municipalités de la dette à long terme de la Municipalité régionale de comté de l'Islet. Au 31 décembre 2013, la portion de la dette à long terme attribuable à la municipalité s'élève à 155 630 \$.

b) Auto-assurance

S.O.

c) Poursuites

s.o.

d) Autres

s.o.

20. Redressement aux exercices antérieurs

Le redressement d'un montant de 117 110 \$ provient de l'état financier modifié en 2012 de la Régie intermunicipale de gestion des déchets solides de L'Anse-à-Gilles pour comptabiliser les coûts de post-fermeture en dépenses constatées à taxer ou à pourvoir dans l'excédent (déficit) accumulé.

21. Données budgétaires

L'administration municipale présente des états financiers consolidés qui comportent une comparaison avec un budget non consolidé faute des renseignements nécessaires.

22. Instruments financiers

S.O.

23. Fonds de roulement

La municipalité possède un fonds de roulement dont le capital est fixé à 100 000 \$. Les remboursements en capital sur les sommes empruntées à même ce fonds doivent être effectués sur une période maximum de 10 ans et se font à même les activités financières de fonctionnement.

24. Risque environnementaux

Les opérations de la municipalité sont régies par les lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement déterminables en ce qui concerne la résultante, l'échéance ou l'impact. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la municipalité fonctionne en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites, à l'exception de la quote-part des coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

25. Entente intermunicipale

La municipalité de St-Aubert a signé une entente avec la municipalité de St-Jean-Port-Joli pour l'usine d'eau potable. Cette entente stipule que chaque municipalité conserve ses équipemenst en date de l'entente; par la suite, les achats d'équipements futurs seront assumés à 15% par la municipalité de St-Aubert, et les dépenses de fonctionnement de l'usine au prorata de la consommation d'eau de chaque municipalité.

S22-9 18-9

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières	1	491 180	156 898
et fonds réservés	2	414 419	382 238
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	з (410 623) (
Financement des investissements en cours	4	(819 620)	(742 623)
nvestissement net dans les immobilisations		,	
et autres actifs	5	6 221 340	6 459 270
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6		
	7	5 896 696	6 255 783
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS			
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Budget 2014	8	17 901	
-	9		
-	10		
-	11		
•	12		
-	13		
-	14		
•	15		
-	16 17	17 901	
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés	17	17 001	
- Budget	18	11 759	10 654
-	19		
•	20	14.750	40.054
Réserves financières	21	11 759	10 654
Reserves financieres	22		
-	23		
-	24		
-	25		
•	26		
	27		
Fonds réservés			
Fonds de roulement	28	100 003	86 828
Fonds parcs et terrains de jeux	29		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien			
de certaines voies publiques Société québécoise d'assainissement des eaux	30 31		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32	284 756	284 756
Financement des activités de fonctionnement	33	201700	20,700
Autres	••		
-	34		
-	35		
-	36		
	37	204 ===	6=1.50:
	38	384 759	371 584
	39	414 419	382 238

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite) AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Modifications comptables du 1er janvier 2000			
Salaires et avantages sociaux	40 () ()
Intérêts sur la dette à long terme	41 () ()
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	42 () ()
Régimes non capitalisés	43 () ()
Avantages postérieurs au 1er janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()
Autres	45 () ()
Régimes non capitalisés	46 () ()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 (110 623) ()
Autres			
<u>-</u>	48 () ((
_	49 () ()
	50 (110 623) ()
	51 (300 000) ()
Financement à long terme des activités de fonctionnement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement Financement des investissements en cours	52 (410 623) ()
· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	52 (53 54 (410 623) (54 124 873 744) (7 799 750 422)
Financement des investissements en cours Financement non utilisé	52 (410 623) (54 124	
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	52 (53 54 (410 623) (54 124 873 744) (750 422)
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer	52 (53 54 (410 623) (54 124 873 744) ((819 620)	750 422) (742 623)
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations	52 (53 54 (410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146	750 422) (742 623) 7 459 429
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif	52 (53 54 (55	410 623) (54 124 873 744) ((819 620)	750 422) (742 623)
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts	52 (53 54 (55	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146	750 422) (742 623) 7 459 429
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement	52 (53 54 (55 56 57	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146	750 422) (742 623) 7 459 429
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts	52 (53 54 (55 56 57 58	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129	750 422) (742 623) 7 459 429 643 677
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement	52 (53 54 (55 56 57 58 59	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146	750 422) (742 623) 7 459 429
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129	750 422) (742 623) 7 459 429 643 677
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales Éléments de passif correspondant	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60 61	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129	750 422) (742 623) 7 459 429 643 677 8 103 106
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales Éléments de passif correspondant Dette à long terme	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60 61	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129 7 737 275	750 422) (742 623) 7 459 429 643 677
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales Éléments de passif correspondant Dette à long terme Frais reportés liés à la dette à long terme	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60 61	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129	750 422) (742 623) 7 459 429 643 677 8 103 106
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales Éléments de passif correspondant Dette à long terme Frais reportés liés à la dette à long terme Montants des débiteurs et autres montants affectés	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60 61	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129 7 737 275	750 422) (742 623) 7 459 429 643 677 8 103 106
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales Éléments de passif correspondant Dette à long terme Frais reportés liés à la dette à long terme Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60 61	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129 7 737 275 1 810 525 5 410) (750 422) (742 623) 7 459 429 643 677 8 103 106
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales Éléments de passif correspondant Dette à long terme Frais reportés liés à la dette à long terme Montants des débiteurs et autres montants affectés	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 (65 (410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129 7 737 275 1 810 525 5 410) (300 000) (750 422) (742 623) 7 459 429 643 677 8 103 106 1 643 836
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales Éléments de passif correspondant Dette à long terme Frais reportés liés à la dette à long terme Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 (65 (66	410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129 7 737 275 1 810 525 5 410) (750 422) (742 623) 7 459 429 643 677 8 103 106
Financement des investissements en cours Financement non utilisé Investissements à financer Investissement net dans les immobilisations et autres actifs Éléments d'actif Immobilisations Propriétés destinées à la revente Prêts Placements à titre d'investissement Participations dans des entreprises municipales Éléments de passif correspondant Dette à long terme Frais reportés liés à la dette à long terme Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	52 (53 54 (55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 (65 (410 623) (54 124 873 744) ((819 620) 7 230 146 507 129 7 737 275 1 810 525 5 410) (300 000) (750 422) (742 623) 7 459 429 643 677 8 103 106 1 643 836

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

A)	RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRES Régimes de retraite enregistrés			S DÉTERMINÉES mes supplémentaire de retraite	s	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
	Nombre de régimes à la fin de l'exercice	2	8—		3	
	Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarie	elle	et au	tres renseigneme	ent	5
				2013		2012
	Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs Actif (passif) au début de l'exercice		_			
	Charge de l'exercice	4 5	()	((
	Cotisations versées par l'employeur	6	`			`
	Actif (passif) à la fin de l'exercice	7	10			
	Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation					
	Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8				
	Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice		1	1		,
	Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 10	'-		,	
	Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11				
	Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour					
	moins-value	12		,		,
	Provision pour moins-value Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 14	(_)	()
	dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs Nombre de régimes en cause Valeur des actifs à la fin de l'exercice Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation Charge de l'exercice Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice Coût des services passés découlant d'une modification de régime	15 16 17 18 19 20	,)	(}
	Catications calculate des employée	21	,	\	,	
	Cotisations salariales des employés Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes	22	(,	'	
	interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23	()	()
	Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-valu Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime Variation de la provision pour moins-value Autres	24 25	`-	,		,
		30				
	-	31	_))\
	Charge de l'exercice excluant les intérêts	32	-			-
	Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées Rendement espéré des actifs	33 34	(١	1	١
	Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35	'		(***************************************
	Charge de l'exercice	36	***************************************)		1)
	\$24-1 Departed to 2004 in A		,			20-1

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013	2012
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	,	,
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	() (
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations			
constituées	40		
Prestations versées au cours de l'exercice	41		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la			
valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres			
de créances émis par l'organisme municipal	42		
	43		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%	9
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%	9
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%	9
, ,		%	ý 9
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%	9
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49		9
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%	7
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51		
Autres hypothèses économiques			
-	52		
-	53		
	•		
RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À Régimes supplémentaires de retraite Nombre de régimes à la fin de l'exercice 54	55 - 55	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarie	elle et a	autres renseignements	
		2040	0040
		2013	2012
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs			
Passif au début de l'exercice	57	() (
Charge de l'exercice	58	() (.)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59		
Passif à la fin de l'exercice	60	() ()
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation			
Valeur des obligations au titre des prestations constituées			
		1	,
à la fin de l'exercice	61	, , ,	,
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	,	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	() ()

B)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		2013		2012	
Charge de l'exercice					
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64				
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	8	-		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas	66				
de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	07	1	١	1	`
de regimes interemployeurs dont rorganisme municipal est le promoteur	67		- '		
Amorticeement des nortes actuarielles (gains actuariels)	68				
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels) Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés)	69				
lors d'une modification de régime					
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	70				
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	71				
Autres	72				
	73				
Charge de l'exercice excluant les intérêts	74 75		-	-	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76				
Charge de l'exercice	77	-		-	
	,,	-	_	: X	
Informations complémentaires					
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations					
constituées	78				
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79				
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation					
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)					
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80		%		%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81		%		%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82		%		%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83		%		%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84		%		%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85				
Autres hypothèses économiques					
-	86				
-	87				
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice) Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice) Autres hypothèses économiques	85 86			%	%
RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES					
ombre de régimes à la fin de l'exercice 88					
Description des régimes et autres renseignements					
				2012	
		2013		2012	
Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur		2013	•	2012	_

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)				
Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90	1			
Description des régimes et autres renseignements REER collectif				
		2013		2012
Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur	91	8 150		10 979
RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX				
Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)			92 93	Oui X Non
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice	94	2013	3	2012
Description du régime S.O.				
Cotisations des élus au RREM	95	2013		2012
Charge de l'exercice				
Contributions de l'employeur au RREM Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	96 97 98		9	
	Description des régimes et autres renseignements REER collectif Charge de l'exercice Cotisations de l'employeur RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice Description du régime S.O. Cotisations des élus au RREM Charge de l'exercice Contributions de l'employeur au RREM	Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90	Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90	Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dette à long terme	1	1 779 536
Ajouter Activités d'investissement à financer	2	819 620
Activités de fonctionnement à financer	3	0.10 020
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	284 756
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés Autres	11	
- Addies	12	
<u>-</u>	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	2 314 400
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	2 314 400
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	155 630
Communauté métropolitaine	18	20.000
Autres organismes	19	30 989
Endettement total net à long terme	20	2 501 019
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités		
reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 501 019
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

Non audité		Administration	municipale	Données consolidées		
	Budget		Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES		2013	2013	2013	2012	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE						
Taxes générales						
Taxes generales Taxe foncière générale	1	1 453 731	1 481 452	1 481 452	1 417 583	
Taxes spéciales	1	1400701	1401452	1401432	1417 300	
Service de la dette	2					
Activités de fonctionnement	3					
Activités d'investissement						
	4					
Taxes de secteur						
Taxes spéciales	_					
Service de la dette	5					
Activités de fonctionnement	6					
Activités d'investissement	7	16 000	11 938	11 938	12 400	
Autres	8	1 469 731	1 493 390	1 493 390	1 429 983	
	9	1 409 731	1 493 390	1 453 350	1 429 900	
SUR UNE AUTRE BASE Taxes, compensations et tarification Services municipaux		44.400	00.000	00.000	47.54	
<u></u> Eau	10	41 480	39 986	39 986	47 515	
Égout	11	56 030	55 970	55 970	51 480	
Traitement des eaux usées	12	140 400	85 508	85 508		
Matières résiduelles	13	132 528	134 555	134 555	101 180	
Autres					40.00	
-Sécurité incendie	14	40 236	41 015	41 015	40 267	
-	15					
-	16					
Centres d'urgence 9-1-1	17					
Service de la dette	18					
Activités de fonctionnement	19					
Activités d'investissement	20					
	21	410 674	357 034	357 034	240 442	
Taxes d'affaires						
Sur l'ensemble de la valeur locative	22					
Autres	23					
	24	440.074	057.004	057.004	040 440	
	25	410 674	357 034	357 034	240 442	
	26	1 880 405	1 850 424	1 850 424	1 670 425	

Non audité	Administratio	n municipale	Données consolidées Réalisations Réalisations		
	Budget	_		Réalisations	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES	5 2013	2013	2013	2012	
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES					
ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du					
gouvernement					
Taxes sur la valeur foncière 27	7				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification 28	1				
Taxes d'affaires					
Compensations pour les terres publiques 30	•				
37					
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux 32)				
Cégeps et universités 33					
Écoles primaires et secondaires		4 533	4 533	4 979	
Ecoles printaires et secondaires 32		4 533	4 533	4 979	
Autres immeubles	3 000	7 333	4 333	7 37 3	
Immeubles de certains gouvernements et					
d'organismes internationaux					
Taxes sur la valeur foncière	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification 37	7				
Taxes d'affaires 38	3				
36	9				
	5.000	4.500	4.500	4.070	
40	5 000	4 533	4 533	4 979	
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	650	549	549	724	
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification 42	1 050	1 166	1 166	1 048	
Taxes d'affaires 43					
44		1 715	1 715	1 772	
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière 45	5				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification 48	3				
47					
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises					
autoconsommatrices d'électricité 48	ł				
Autres 49					
Addres 48					
51	6 700	6 248	6 248	6 751	

Sécurité publique Police 5 Sécurité incendie 5 Sécurité civile 5 Sécurité civile 5 Sutres 5 Transport Réseau routier Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Transport collectif Transport commun Transport régulier 6 Transport adapté 6		Budget 2013	Réalisations 2013 129 088	Réalisations 2013 129 088	Réalisations 2012 129 088
RANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS CONCTIONNEMENT Administration générale Sécurité publique Police Sécurité incendie Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité routier Voirie municipale Folièvement de la neige Autres Stransport collectif Transport collectif Transport régulier Transport adapté 6	55 - 552 553 554 555 566 557 558 559 560 561 562				
ARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS CONCTIONNEMENT Administration générale Sécurité publique Colice Sécurité incendie Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité civile Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité publique Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité publique Sécurité publiqu	55 - 552 553 554 555 566 557 558 559 560 561 562	139 088	129 088	129 088	129 08
ARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS CONCTIONNEMENT Administration générale Sécurité publique Colice Sécurité incendie Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité civile Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité publique Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité publique Sécurité publiqu	55 - 552 553 554 555 566 557 558 559 560 561 562	139 088	129 088	129 088	129 088
CONCTIONNEMENT Administration générale Sécurité publique Police Sécurité incendie Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité civile Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité publique Sécurité incendie Sécurité civile Sécurité publique Sécurité civile Sécurité publique Sécurité civile Sécur	52 53 54 55 56 66 57 58 59	139 088	129 088	129 088	129 088
Sécurité publique Police 5 Sécurité incendie 5 Sécurité civile 5 Sutres 5 Stransport Réseau routier Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Autres 5 Transport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	53 54 55 56 57 58 59	139 088	129 088	129 088	129 088
Sécurité publique Police 5 Sécurité incendie 5 Sécurité civile 5 Sutres 5 Stransport Réseau routier Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Autres 5 Transport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	53 54 55 56 57 58 59	139 088	129 088	129 088	129 08
Police 5 Sécurité incendie 5 Sécurité civile 5 Sutres 5 Transport Réseau routier 5 Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Transport collectif 5 Transport en commun 5 Transport régulier 6 Transport adapté 6	54 55 56 57 58 59 60 61 62	139 088	129 088	129 088	129 08:
Sécurité civile 5 Autres 5 Fransport Réseau routier Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Autres 5 Fransport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	55 56 57 58 59 60 61 62	139 088	129 088	129 088	129 08
Autres 5 Transport Réseau routier Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Autres 5 Transport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	56 57 58 59 60 61 62	139 088	129 088	129 088	129 08
Transport Réseau routier Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Autres 5 Transport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	557 58 59 50 60 61 52	139 088	129 088	129 088	129 08
Réseau routier Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Autres 5 Transport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	58 59 60 61 62	139 088	129 088	129 088	129 08
Voirie municipale 5 Enlèvement de la neige 5 Autres 5 Transport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	58 59 60 61 62	139 088	129 088	129 088	129 08
Enlèvement de la neige 5 Autres 5 ransport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	58 59 60 61 62	139 088	129 088	129 088	129 088
Autres 5 ransport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	59 60 61 62				
ransport collectif Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	60 61 62				
Transport en commun Transport régulier 6 Transport adapté 6	61 62				
Transport régulier 6 Transport adapté 6	61 62				
Transport adapté 6	61 62				
	62				
I ransport scolaire 6					
	53				
	64 Se				
rianieport pan oud	35				
	66				
lygiène du milieu					
au et égout					
Approvisionnement et traitement de	67				
. out posterio	37 38		80	80	44 602
•	59		00	00	77 00
	70				
Aatières résiduelles	•				
	71		12 405	12 405	12 969
Matières recyclables	•		12 100	12 100	
Collecte sélective					
	72	35 000	41 410	41 410	32 72
	' 3				
	' 4				
Autres 7	' 5				
	76				
Protection de l'environnement 7	77				
autres 7	78				
Santé et bien-être					
ogement social 7	79		35 000	35 000	
Sécurité du revenu 8	30				
autres 8	31		7 516	7 516	7 484
ménagement, urbanisme et développement					
	32				
	33				
The state of the s	34				
	35				
oisirs et culture					
	86				
ctivités culturelles					
	37				
	88				
	90	174 088	225 499	225 499	226 868

Non audité		Administration municipale Budget Réalisations		Données consolidées Réalisations Réalisations		
TRANSFERTS (suite)		2013	Realisations 2013	2013	Realisations 2012	
TPANOFERTO DEL ATIGO À DEO ENTENTES D						
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES I PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFER						
INVESTISSEMENT						
Administration générale	91					
Sécurité publique						
Police	92					
Sécurité incendie	93					
Sécurité civile	94					
Autres	95					
Transport						
Réseau routier			2.222	0.000	222.27	
Voirie municipale	96		8 000	8 000	206 279	
Enlèvement de la neige	97					
Autres Transport collectif	98					
Transport collectif						
Transport en commun	00					
Transport régulier	99 100					
Transport adapté Transport scolaire	100					
Autres	102					
Transport aérien	102					
Transport aerien Transport par eau	104					
Autres	105					
Hygiène du milieu						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de						
l'eau potable	106					
Réseau de distribution de l'eau potable	107		70 341	70 341	155 102	
Traitement des eaux usées	108					
Réseaux d'égout	109				155 103	
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés	110					
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	111					
Tri et conditionnement	112					
Autres	113					
Autres	114					
Cours d'eau	115					
Protection de l'environnement	116					
Autres	117					
Santé et bien-être						
Logement social	118					
Sécurité du revenu	119					
Autres	120					
Aménagement, urbanisme et développement	40.					
Aménagement, urbanisme et zonage	121					
Rénovation urbaine	122				25.00	
Promotion et développement économique	123				35 000	
Autres	124					
Loisirs et culture	405		45.000	45 000		
Activités récréatives	125		45 000	45 000		
Activités culturelles	400					
Bibliothèques	126					
Autres	127					
Réseau d'électricité	128					

Non audité		Administration	n municipale	Données co	onsolidées	
TRANSFERTS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012	
TRANSFERTS DE DROIT						
Regroupement municipal	130					
Péréquation	131					
Réorganisation municipale	132					
Neutralité	133					
Diversification des revenus	134					
Compensation provenant de la taxe de ver	nte					
du Québec	135	60 000	87 513	87 513	60 600	
Programme d'aide financière aux MRC	136					
Autres	137					
	138	60 000	87 513	87 513	60 600	
TOTAL DES TRANSFERTS	139	234 088	436 353	436 353	838 952	

Non audité		Administration		Données con	
SERVICES RENDUS		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES					
MUNICIPAUX Administration générale					
Application de la loi	140				
Évaluation	141				
Autres	142			114	114
Autres	143			114	114
Sécurité publique	143			114	114
Police	144				
Sécurité incendie	145		8 932	8 932	3 669
Sécurité civile	146		0 332	0 332	3 003
Autres	147				
Adiles	148		8 932	8 932	3 669
Transport			0 002	0 002	0 000
Réseau routier					
Voirie municipale	149		1 078	1 078	861
Enlèvement de la neige	150		300	300	300
Autres	151				
Transport collectif	152				
Autres	153				
	154		1 378	1 378	1 161
Hygiène du milieu					
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de					
l'eau potable	155				
Réseau de distribution de l'eau potable	156				199
Traitement des eaux usées	157				
Réseaux d'égout	158				
Matières résiduelles					
Déchets domestiques et assimilés	159	30 558	28 671	28 671	29 762
Matières recyclables					
Collecte sélective					
Collecte et transport	160	30 247	29 482	29 482	27 247
Tri et conditionnement	161				
Autres	162				
Autres	163				
Cours d'eau	164				
Protection de l'environnement	165				
Autres	166				
	167	60 805	58 153	58 153	57 208
Santé et bien-être					
Logement social	168				
Autres	169				
	170				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	171				
Rénovation urbaine	172				
Promotion et développement économique	173				
Autres	174				
	175				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	176				
Activités culturelles					
Bibliothèques	177				
Autres	178				
	179				
Réseau d'électricité	180				
7					
	181	60 805	68 463	68 577	62 152

Non audité		Administration		Données consolidées		
SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012	
on the section (cano)		2010	2010	2010	2012	
AUTRES SERVICES RENDUS						
Administration générale	182		1 937	1 937	927	
Sécurité publique	183					
Transport						
Réseau routier	184					
Transport collectif						
Transport en commun						
Transport régulier	185					
Transport adapté	186					
Transport scolaire	187					
Autres	188					
Autres	189	4 255	7 247	7 247	4 175	
Hygiène du milieu	190	910	11 448	11 448	3 764	
Santé et bien-être	191	35 989	21 466	21 466	7 532	
Aménagement, urbanisme et	101	30 000				
développement	192		550	550	3 520	
Loisirs et culture	193	15 000	23 401	23 401	15 546	
Réseau d'électricité	194	10 000	20 10 1	20 .01		
100000 0 0000 loke	195	56 154	66 049	66 049	35 464	
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	116 959	134 512	134 626	97 616	
IMPOSITION DE DROITS		E 400	0.055	0.055	F 000	
Licences et permis	197	5 100	6 655	6 655	5 330	
Droits de mutation immobilière	198	32 000	50 793	50 793	39 279	
Droits sur les carrières et sablières	199					
Autres	200					
	201	37 100	57 448	57 448	44 609	
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	4 500	8 122	8 122	10 812	
INTÉRÊTS	203	3 700	10 131	10 576	11 356	
INTEREIS	203	3700	10 101	10 07 0	11 000	
AUTRES REVENUS						
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		(41 500)	(40 788)	5 526	
Produit de cession de propriétés destinées						
à la revente	205		94 834	94 834	109 033	
Gain (perte) sur cession de placements	206					
Contributions des promoteurs	207		104 050	104 050		
Contributions des automobilistes pour le						
transport en commun	208					
Contributions des organismes municipaux	209					
Autres	210	3 400	12 374	13 836	11 599	
	211	3 400	169 758	171 932	126 158	

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité			Administration	municipale		Données co	onsolidées
	Buc	lget 2013		Réalisations 2013		Réalisations	Réalisations
	Sans	ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2013	2012
	de l'am	ortissement	de l'amortissement	l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	61 243	57 062		57 062	57 949	57 27
Application de la loi	2	2 000	50		50	50	750
Gestion financière et administrative	3	276 507	288 056	19 374	307 430	313 179	245 320
Greffe	4	10 478	10 743		10 743	10 743	133
Évaluation	5	54 595	54 595		54 595	54 595	63 486
Gestion du personnel	6	2 500	1 297		1 297	1 297	2 600
Autres	. 7	11 220	10 387		10 387	10 387	12 23
	8	418 543	422 190	19 374	441 564	448 200	381 80
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	140 649	140 094		140 094	140 094	120 94 ⁻
Sécurité incendie	10	81 851	72 305	54 858	127 163	127 163	139 743
Sécurité civile	11	710	219		219	219	
Autres	12	500	249		249	249	450
	13	223 710	212 867	54 858	267 725	267 725	261 140
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	253 619	312 814	140 132	452 946	452 946	376 35°
Enlèvement de la neige	15	219 375	195 324	18 629	213 953	213 953	214 35
Éclairage des rues	16	12 125	10 902	1 241	12 143	12 143	13 099
Circulation et stationnement	17						
Transport collectif							
Transport en commun	18	6 905	6 263		6 263	6 263	6 358
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	492 024	525 303	160 002	685 305	685 305	610 163

Non audité			Administration	Données co	onsolidées		
		get 2013		Réalisations 2013		Réalisations	Réalisations
		ventilation	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de	Total	2013	2012
HYGIÈNE DU MILIEU	4014		20 1 411101110001110111	- Canton Control			
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	41 250	29 646	20 494	50 140	50 140	62 387
Réseau de distribution de l'eau potable	23	7 890	4 064	45 921	49 985	49 985	55 189
Traitement des eaux usées	25	175 023	123 023	43 218	166 241	166 241	107 883
Réseaux d'égout	26	39 555	31 755	10 396	42 151	42 151	35 485
Matières résiduelles	20	00 000	*****				
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	54 204	51 892	25 817	77 709	73 604	72 470
Élimination	28	63 250	61 777	200	61 777	66 342	49 981
Matières recyclables	20						
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	40 749	42 118		42 118	42 118	39 775
Tri et conditionnement	30	15 512	14 969		14 969	14 969	15 217
Matières organiques	30	10012	11000		11000	11000	
Collecte et transport	31						
Traitement	31						
Matériaux secs							
Autres	33						
Plan de gestion	34						
Autres	35						
Cours d'eau	36	2 398	2 406	404	2 810	2 810	2 561
Protection de l'environnement	37	20 558	12 362	288	12 650	12 650	15 457
	38	20 556	12 302	200	12 000	12 000	10 407
Autres	39 40	460 389	374 012	146 538	520 550	521 010	456 405
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	40	400 000	074012	140 000	020 000	021 010	100 100
Logement social	41	43 349	426 248		426 248	426 248	92 054
Sécurité du revenu		40 045	420 240		720 270	720 270	32 00-
Autres	42	16 466	11 970		11 970	11 970	6 003
Autres	43	59 815	438 218		438 218	438 218	98 057
AMENAGEMENT, URBANISME ET	44	000.0					
DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	76 873	79 495	194	79 689	79 689	83 549
Rénovation urbaine							
Blens patrimoniaux	46						
Autres biens	47	7 000	170 632	18 064	188 696	188 696	184 779
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	32 932	32 932	255	33 187	33 187	33 159
Tourisme	49	2 500	30		30	30	1 181
Autres	50						
Autres	51						
	52	119 305	283 089	18 513	301 602	301 602	302 668

Non audité			Administratio	Données co	nsolidées		
	Bu	dget 2013		Réalisations 2013	*	Réalisations	Réalisations
	Sans	ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2013	2012
	de l'an	nortissement	de l'amortissement	l'amortissement			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	42 859	47 105	11 976	59 081	59 081	47 376
Patinoires intérieures et extérieures	54	28 176	27 823	3 408	31 231	31 231	23 396
Piscines, plages et ports de plaisance	55	14 560	7 063		7 063	7 063	12 367
Parcs et terrains de jeux	56	37 703	42 218	6 461	48 679	48 679	52 099
Parcs régionaux	57	0					
Expositions et foires	58						
Autres	59	6 300	8 797		8 797	8 797	8 413
	60	129 598	133 006	21 845	154 851	154 851	143 651
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	17 665	17 745	3 764	21 509	21 509	19 887
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	4 250	4 000		4 000	4 000	4 000
	66	21 915	21 745	3 764	25 509	25 509	23 887
	67	151 513	154 751	25 609	180 360	180 360	167 538
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	104 688	70 608		70 608	71 589	75 021
Autres frais	70	5 100	70 000	21-1311	10000	, , , , ,	
Autres frais de financement	70	5 100					
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	71		3 684		3 684	3 698	4 691
ridico	73	109 788	74 292	Carlo English	74 292	75 287	79 712
AMORTISSEMENT DES							
IMMOBILISATIONS	74		424 894	(424 894)	COLUMN TO		

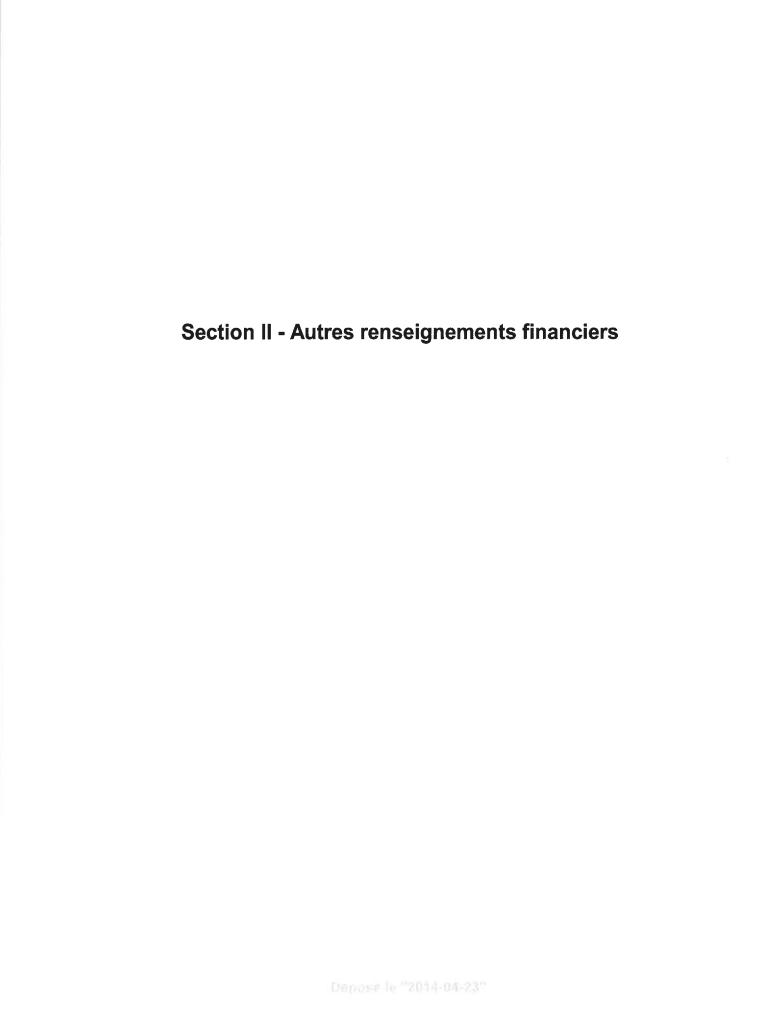


TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes	
et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

S30 26

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil municipal de la Municipalité de Saint-Aubert

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Municipalité de Saint-Aubert (ci-après la « municipalité »). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Responsabilités de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement d'un taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été établi afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec(L.R.Q., chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

27 S31

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

CPA auditeur CA, permis de comptabilité publique no Al10424 Saint-Jean-Port-Joli

DATE <u>2014-03-20</u>

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions			1 ,,	1 853 518
Ajouter				
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM			2	
Déduire				
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	3 094		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4			
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5			
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6			
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative				
Montant relatif aux taxes foncières	8			
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10	3 094
Revenus de taxes			11	1 850 424

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDES			
Revenus de taxes		1	1 850 424
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière		2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales		3 _	
Total partiel		4 _	1 850 424
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1er alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus			
en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	 10 _	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		11	1 850 424

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	153 886 100
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2_	155 350 400
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	154 618 250

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel		4_	1	850 424
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel		5	154	618 250
Taux global de taxation réel de 2013	6		9 6 8] / 100 \$

ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES 1

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 2	8
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

^{1.} Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.
2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

^{3.} Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

Code géographique 17055

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données co	nsolidées
		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS					
Infrastructures					
Conduites d'eau potable	1		3 319	3 319	115 300
Usines de traitement de l'eau potable	2		21 430	21 430	107 395
Usines et bassins d'épuration	3	10 000	4 597	4 597	
Conduites d'égout	4		3 319	3 319	103 610
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5				117 111
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	57 500	28 018	28 018	91 889
Ponts, tunnels et viaducs	7				
Systèmes d'éclairage des rues	8				
Aires de stationnement	9				
Parcs et terrains de jeux	10	1 000			
Autres infrastructures	11	5 000	4 006	4 006	26 359
Réseau d'électricité	12				
Bâtiments					
Édifices administratifs	13	2 500	605	605	3 988
Édifices communautaires et récréatifs	14		156 708	156 708	
Améliorations locatives	15				
Véhicules	-				
Véhicules de transport en commun	16				
Autres	17				38 714
Ameublement et équipement de bureau	18	18 500	25 464	25 464	2 957
Machinerie, outillage et équipement divers	18 19	1 000	27 398	27 398	30 849
Terrains		1 000	88 166	88 166	27 858
Autres	20		00 100	00 100	27 000
Autres	21				
	22	95 500	363 030	363 030	666 030

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Remplacement d'infrastructures existante	s			
Conduites d'eau potable	23			11 690
Usines de traitement de l'eau potable	24	21 430	21 430	107 395
Usines et bassins d'épuration	25	4 597	4 597	
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27	32 024	32 024	235 359
Infrastructures pour nouveau développem	ent			
Conduites d'eau potable	28	3 319	3 319	103 610
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31	3 319	3 319	103 610
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	298 341	298 341	104 366
		000.000	000 000	000 000
	34	363 030	363 030	666 030

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dette à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	1 558 350	300 000	116 461	1 741 889
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4	85 486		11 440	74 046
Obligations découlant de contrats de	E				
location-acquisition Autres	5 6				
Autres	-				
	7	1 643 836	300 000	127 901	1 815 935
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au					
remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	284 756			284 756
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou					
des municipalités membres	12				
De l'ensemble des contribuables ou		1 359 080	300 000	127 901	1 531 179
des municipalités membres	13	1 339 060	300 000	127 901	1 551 179
De la municipalité (Société de transport en commun)	1.4				
transport en commun)	14	1 643 836	300 000	127 901	1 815 935
Par les tiers (montants affectés au					
remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec					
et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
DOM:	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués					
au remboursement de la dette	20				
Revenus futurs découlant des ententes	21				
conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	1 643 836	300 000	127 901	1 815 935
	20				
Dette en cours de refinancement	27 ()		(

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Administration municipale		Données consolidées		
		Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
		2013	2013	2013	2012	
Administration générale						
Application de la loi	1	54 595	9 476	9 476	9 616	
Évaluation	2	70 564	54 595	54 595	63 486	
Autres	3		61 088	61 088	62 000	
Sécurité publique						
Police	4					
Sécurité incendie	5	14 343	14 343	14 343	12 392	
Sécurité civile	6					
Autres	7					
Transport						
Réseau routier	8					
Transport collectif	9					
Autres	10					
Hygiène du milieu						
Eau et égout	11	41 251				
Matières résiduelles	12	11 490	10 552	10 552	6 983	
Cours d'eau	13	1 973	1 973	1 973	1 781	
Protection de l'environnement	14					
Autres	15					
Santé et bien-être						
Logement social	16					
Autres	17					
Aménagement, urbanisme et développement						
Aménagement, urbanisme et zonage	18	14 131	14 131	14 131	17 653	
Rénovation urbaine	19					
Promotion et développement économique	20	32 932	32 932	32 932	32 904	
Autres	21					
Loisirs et culture						
Activités récréatives	22					
Activités culturelles	23	5 920				
Réseau d'électricité	24					
	25	247 199	199 090	199 090	206 815	

Code géographique 17055

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Effectifs	Semaine	Rémunération	Charges	Total ¹
	p	ersonnes/ année ²	normale (heures)		sociales	
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	1,03	35,00	71 977	17 733	89 710
Professionnels	2					
Cols blancs	3	25,80	35,00	219 731	39 061	258 792
Cols bleus	4	6,47	40,00	233 682	50 825	284 507
Policiers	5					
Pompiers	6	16,00	2,00	27 186	1 585	28 771
Conducteurs et opérateurs						
(transport en commun)	7					
* *	8	49,30		552 576	109 204	661 780
Élus	99	7,00		38 275	1 844	40 119
	10	56,30		590 851	111 048	701 899

Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
 En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS **EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement ctionnement	du Québec Investissement	Gouvernement du Canada	Total
Transport en commun	11				
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12				
Réseau de distribution de l'eau potable	13	80	70 341		70 421
Traitement des eaux usées	14				
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	312 932	53 000		365 932
	17	313 012	123 341		436 353

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	n audité Charges Amortissement avant des immo- amortissement bilisations				=	Charges		Services rendus		Coût des services municipaux		Frais de financement	
Administration générale			÷		÷		_		_		_		
Application de la loi													
Évaluation	1	50			53	50	79		105	50	131		
Autres	2	54 595	28	40.074	54	54 595	80	4.007	106	54 595	132	5.504	
Autres	3	367 545	29	19 374	55	386 919	81	1 937	107	384 982	133	3 684	
Of south and the south	4	422 190	30	19 374	58	441 564	82	1 937	108	439 627	134	3 684	
Sécurité publique													
Police	5	140 094			57	140 094	83		109	140 094	135		
Sécurité incendie	6	72 305	32	54 858	58	127 163	84	8 932	110	118 231	138	18 860	
Sécurité civile	7	219	33		59	219	85		111	219	137		
Autres	8	249	34		60	249	86		112	249	138		
	9	212 867	35	54 858	61	267 725	87	8 932	113	258 793	139	18 860	
Transport													
Réseau routier													
Voirie municipale	10	312 814	36	140 132	62	452 946	88	1 078	114	451 868	140	21 974	
Enlèvement de la neige	11	195'324	37	18 629	63	213 953	89	300	115	213 653	141		
Autres	12	10 902	38	1 241	64	12 143	90		116	12 143	142		
Transport collectif	13	6 263	39		65	6 263	91	7 247	117	(984)	143		
Autres	14		40		68		92		118		144		
	15	525 303	41	160 002	67	685 305	93	8 625	119	676 680	145	21 974	
Hygiène du milieu													
Eau et égout											1		
Approvisionnement et traitement de													
l'eau potable	16	29 646	42	20 494	68	50 140	94		120	50 140	148	16 455	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	4 064	43	45 921	69	49 985	95	4 102	121	45 883	147		
Traitement des eaux usées	18	123 023	44	43 218	70	166 241	96		122	166 241	148		
Réseaux d'égout	19	31 755	45	10 396	71	42 151	97		123	42 151	149		
Matières résiduelles													
Déchets domestiques et assimilés	20	113 669	46	25 817	72	139 486	98	34 596	124	104 890	150		
Matières recyclables	21	57 087			73	57 087	99	30 902	125	26 185	151		
Autres	22		48		74		100		126		152		
Cours d'eau	23	2 406	49	404	75	2 810	101		127	2 810	153		
Protection de l'environnement	24		50	288	76	12 650	102		128	12 650	154		
Autres	25		51		77		103		129		155		
	26	374 012	E2	146 538	78	520 550	104	69 600	130	450 950	156	16 455	
	26			140 536	/8	520 550	104	09 600	130	450 850	150	10 455	

ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Charges avant amortissement		Amortissement des immo-		Charges		Services rendus		Coût des services		Frais de financement	
	amo	ortissement	+	bilisations	=		-		=	municipaux			
Santé et bien-être											П		
Logement social	157	426 248	172		187	426 248	202	21 466	217	404 782	232	4 770	
Sécurité du revenu	158		173		168		203		218		233		
Autres	159	11 970	174		189	11 970	204		219	11 970	234		
	160	438 218	175		190	438 218	205	21 466	220	416 752	235	4 770	
Aménagement, urbanisme													
et développement													
Aménagement, urbanisme et zonage	161	79 495	176	194	191	79 689	206	550	221	79 139	236	8 549	
Rénovation urbaine	162	170 632	177	18 064	192	188 696	207		222	188 696	237		
Promotion et développement économique	163	32 962	178	255	193	33 217	208		223	33 217	238		
Autres	164		179		194		209		224		239		
	165	283 089	180	18 513	195	301 602	210	550	225	301 052	240	8 549	
Loisirs et culture											T		
Activités récréatives	166	133 006	181	21 845	198	154 851	211	23 402	226	131 449	241		
Activités culturelles													
Bibliothèques	167	17 745	182	3 764	197	21 509	212		227	21 509	242		
Autres	168	4 000	183		198	4 000	213		228	4 000	243		
	169	154 751	184	25 609	199	180 360	214	23 402	229	156 958	244		
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245		
	171	2 410 430	186	424 894	201	2 835 324	216	134 512	231	2 700 812	246	7 4 292	

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Rémunération	1	9 096	
Charges sociales	2	1 762	
Biens et services	3	344 878	535 376
Frais de financement	4	7 294	13 543
Autres	5		
	6	363 030	548 919

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	238 929	161 916
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2	200 020	(1
Solde redressé au début de l'exercice	3	238 929	161 915
Ajouter (déduire)			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à			
des fins fiscales	4	354 546	77 014
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(90 000)	13 175
Activités d'investissement	6	(23 471)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(17 901)	
Réserves financières et fonds réservés	8	(11 55 1)	(13 175
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		(
Financement des investissements en cours	10		
	11	223 174	77 014
Solde à la fin de l'exercice	12	462 103	238 929
Oolde a la lill de l'exercise		102 100	200 020
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13		284 756
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		(284 756
Solde redressé au début de l'exercice	15		(201700
Ajouter (déduire)	10		
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	17 901	
Financement des investissements en cours	19	1, 551	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
myesussement net dans les immobilieduone et dans acute	21	17 901	
Onlide à la fin de llevencies		17 901	
Solde à la fin de l'exercice	22	17 901	
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	371 584	73 653
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24	07 1 004	284 756
Solde redressé au début de l'exercice	25	371 584	358 409
Ajouter (déduire)	25	37 1 304	330 403
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	13 175	
Activités d'investissement	26 27	10 170	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		13 175
Financement des investissements en cours			15 175
Financement des investissements en cours	30	13 175	13 175
Solde à la fin de l'exercice	31	384 759	371 584

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité			2013		2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir					
Solde au début de l'exercice	32	()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	`	,		
Solde redressé au début de l'exercice	34	()	()
Augmentation de l'exercice					
Avantages sociaux futurs					
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007					
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		`	,		•
Régimes capitalisés					
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	į (,)	(,)
Régimes non capitalisés	38	ì	j	(j
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		•	,	•	,
d'enfouissement	39	()	()
Autres	40	(ý	(j
	41	(<u> </u>	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	ì	300 000)	ì	í
T manocinorità a long torrito dos douvidos de foricalementente	43	$\overrightarrow{}$	300 000)	$\overline{}$)
Diminution de l'exercice	40		300 000)		
Affectations aux activités de fonctionnement	44				
Remboursement de la dette à long terme liée aux	44				
activités de fonctionnement	45				
activites de forictionnement	45 46				
Colda à la Ca da llavancias		-	200,000 A		Y
Solde à la fin de l'exercice	47		300 000)		
Financement des investissements en cours					
Solde au début de l'exercice	48		(742 623)		(622 713)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		1		(022 / 10)
Solde redressé au début de l'exercice	50		(742 622)		(622 713)
Ajouter (déduire)	30		(142 022)		(022 710)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à					
des fins fiscales	51		(76 998)		(119 910)
Affectations et virements	01		(10 000)		(1.00.0)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52				
Excédent de fonctionnement affecté	53				
Réserves financières et fonds réservés	54				
Trecorres interreses of forthe recorres	55		(76 998)		(119 910)
Solde à la fin de l'exercice	56		(819 620)		(742 623)
Colde a la lili de l'excitoide			(010 020)		(1 12 020)
Investissement net dans les immobilisations et autres actif	fs				
Solde au début de l'exercice	57		6 314 524		5 826 062
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58				
Solde redressé au début de l'exercice	59		6 314 524		5 826 062
Ajouter (déduire)					
Affectations et virements					
Activités de fonctionnement	60				
Excédent de fonctionnement affecté	61				
Variation résiduelle de l'exercice	62		(113 870)		488 462
			6 200 654		6 314 524
Solde à la fin de l'exercice	63		0 200 034		0 0 14 024

FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ CAPITAL AUTORISÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	100 000
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale		
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	
	5	100 000
Diminution	6	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	100 000

Code géographique 17055

22

SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité		Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	-	Règlements d'e Activités de fonctionnement	mprunt fermés Activités d'in- vestissement	Activités d'in-		Transferts		Solde au 31 décembre
Montant non réservé	1	2	2	3	4		5	6		7	
Montant réservé pour le service de la dette		284 756)	10	1	l	12	13		14	284 756
	15	284 756 1	6	17	18	3	19	20		21	284 756

EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité				2013			2012
			Budget		Réalisations		Réalisations
Revenus							
Ventes d'électricité							
Domestique et agricole	1						
Générale et institutionnelle	2						
Industrielle	3						
Autres	4						
Autres revenus	5						
	6						
Charges							
Achat d'énergie	7						
Taxe sur le revenu brut	8						
Frais d'exploitation	9						
Autres frais	10						
Frais de financement	11						
Amortissement des immobilisations	12						
Amortissement des intinophisations	13						
Partie imputée à la municipalité pour	13						
consommation d'électricité	14	() () (
Consormination a discursion	15						
Excédent (déficit) de fonctionnement avant	15						
conciliation à des fins fiscales	16						
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
Ajouter (déduire)							
Immobilisations							
Amortissement	17						
Produit de cession	18						
(Gain) perte sur cession	19						
Réduction de valeur	20						
	21						
Financement							
Financement à long terme des activités de							
fonctionnement	22						
Remboursement de la dette à long terme	23	() () (
	24						
Affectations	24						
Activités d'investissement	25	() () (
Excédent (déficit) accumulé	20	`		, (, (
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26						
Excédent de fonctionnement affecté	27						
Réserves financières et fonds réservés	28						
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29						
Investissement net dans les immobilisations	29						
et autres actifs	30						
	31						
	32						
Excédent (déficit) de fonctionnement	~						
de l'exercice à des fins fiscales	33						

TAUX DES TAXES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Taxes sur la valeur foncière Taxes générales		Du 100 \$ d'évaluation
Taxe foncière générale (taux unique)	1	[0],[9 5 0 0]\$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	
Catégorie des immeubles industriels	5	
Catégorie des terrains vagues desservis	6	
Catégorie des immeubles agricoles	_ 7	\$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)	· ·	. '
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	.
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	
Catégorie des immeubles industriels	12	
Catégorie des terrains vagues desservis	13	
Catégorie des immeubles agricoles	14	
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	, \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	\$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	\$
Catégorie des immeubles industriels	19	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	\$
Catégorie des immeubles agricoles	21	,\$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	,\$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	L , L \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	L , L \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	,\$
Catégorie des immeubles industriels	26	\$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	, \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	L , L \$

TAUX DES TAXES (suite) EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels (Montant fixe)		Par unité de logement
Eau	1	1 4 5 , 0 0 \$
Égout	2	260,00\$
Eau et égout	3	\$
Traitement des eaux usées	4	1 9 5 , 0 0 \$
Matières résiduelles	5	1 4 5 , 0 0 \$
		% de la valeur locative
Taxe d'affaires sur la valeur locative	6	
Autura taura et componentione et autura madas de tauification		

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Compensation services municipaux	,4700	1	
Sécurité incendie	28,0000	4	
Financement eau potable	45,0000	4	

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

QUESTIONNAIRE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Non audité		OUI	NON		S.O.
1;	Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation					
	ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1	X	2		
	Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3		4 X		
2.	Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5		6 X		
3.	La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7	X	8		
	Si oui, indiquer les montants suivants :					
	a) le montant total versé en 2013	9		3 09	4 \$	
	b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10		2 45	9\$	
4.	La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11		12 X		
	Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :					
	a) crédits de taxes	13			\$	
	b) autres formes d'aide	14			\$	
5.	La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15	X	16		
	Si oui, indiquer le montant.	17	<u> </u>	87 17	′1 \$	
6.	La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18		19 X		
	Si oui, indiquer le montant.	20			\$	
7,	Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21		1 00	0 2	2

AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse	14, rue des Loisirs	
	(no) (rue) Saint-Aubert (Québec)	G0R 2R0
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	(418) 598-3368	
	(ind. rég.) (numéro)	
Télécopieur	(418) 598-3369 (ind. rég.) (numéro)	• 1
Courriel	administration@saint-aubert.net	
Courties	administration@saint-adder.net	• 7
TRÉSORIER OU SECRÉ	TAIRE-TRÉSORIER	
Nom	M. Serge Roussel	
Téléphone	(418) 598-3368	
	(ind. rég.) (numéro)	•
Télécopieur	(418) 598-3369	•
O	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	administration@saint-aubert.net	•
AUDITEUR INDÉPENDAI	NT	
Nom	Raymond Chabot Grant Thornton, SENCRL	
Titre	Comptables Professionnels Agréés	
Adresse	114, avenue de Gaspé Est	
	(no) (rue)	
	Saint-Jean-Port-Joli (Québec) (Municipalité)	G0R 3G0 (Code postal)
Téléphone	(418) 598-3331	(,
, olophono	(ind. rég.) (numéro)	•
Télécopieur	(418) 598-3332	
	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel	chamard.michel@rcgt.com	
Responsable du dossier	M. Michel Chamard, CPA, CA	
VÉRIFICATEUR GÉNÉRA	AL (s'il y a lieu)	
Nom		
Titre		
Adresse		
Adresse	(no) (rue)	
	(Municipalité)	(Code postal)
Téléphone	W	(5000 \$50.01)
. 5.5p.16116	(ind. rég.) (numéro)	•9
Télécopieur		•
	(ind. rég.) (numéro)	
Courriel		- s

RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013	1	
Facteur comparatif	2	
Valeur uniformisée	3	

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , <u>Serge Roussel</u>, atteste que le rapport financier consolidé

de <u>Saint-Aubert</u> pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis

de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire,

a été déposé à la séance du conseil du 2014-04-07.

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que <u>Saint-Aubert</u> consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Saint-Aubert détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de (241 978) \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ________\$

Date et heure de la dernière modification : 2014-04-23 16:01:24

Date de transmission au Ministère : 2014/04/23

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2013

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom: Saint-Aubert

Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire

Ouébec 🖼 🖼

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	121	Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisations 2013			
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus							
Fonctionnement	1	2 253 676	2 286 852	2 445 605	16 925	2 448 338	
Investissement	2	551 484		227 391		227 391	
	3	2 805 160	2 286 852	2 672 996	16 925	2 675 729	
Charges	4	2 346 420	2 035 087	2 909 616	22 283	2 917 707	
Excédent (déficit) de l'exercice	5	458 740	251 765	(236 620)	(5 358)	(241 978)	
Moins : revenus d'investissement	6 (551 484) () <u>)</u>	(227 391) () (227 391	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice							
avant conciliation à des fins fiscales	7	(92 744)	251 765	(464 011)	(5 358)	(469 369)	
Éléments de conciliation à des fins fiscales							
Amortissement des immobilisations	8	418 055		424 894	8 810	433 704	
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9			300 000		300 000	
Remboursement de la dette à long terme	10 (118 137) (114 600)	(126 040) (1862) (127 902	
Affectations							
Activités d'investissement	11 (299 682) (95 500) () (62 671	
Excédent (déficit) accumulé	12	(13 175)	(41 665)	76 825	4 166	80 991	
Autres éléments de conciliation	13	182 697		205 549		205 549	
	14	169 758	(251 765)	818 557	11 114	829 671	
Excédent (déficit) de fonctionnement de							
l'exercice à des fins fiscales	15	77 014		354 546	5 756	360 302	

^{1.} Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés. Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2013

		2012 2013			2012	
	•	Administration	Administration	Total	Total	
		municipale	municipale	consolidé	consolidé	
Actifs financiers						
Débiteurs	1	317 647	350 962	353 286	319 666	
Autres	2	373 687	451 502	503 390	432 472	
	3	691 334	802 464	856 676	752 138	
Passifs						
Dette à long terme	4	1 610 986	1 779 536	1 810 525	1 643 836	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5					
Autres	6	884 064	817 120	943 058	1 018 286	
	7	2 495 050	2 596 656	2 753 583	2 662 122	
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(1 803 716)	(1 794 192)	(1 896 907)	(1 909 984)	
Actifs non financiers						
Immobilisations	9	7 281 833	7 178 471	7 230 146	7 459 429	
Autres	10	704 297	561 518	563 457	706 338	
	11	7 986 130	7 739 989	7 793 603	8 165 767	
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	238 929	462 103	491 180	156 898	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves						
financières et fonds réservés	13	371 584	402 660	414 419	382 238	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	14 (((300 000) (410 623) (
Financement des investissements en cours	15	(742 623)	(819 620)	(819 620)	(742 623)	
Investissement net dans les immobilisations						
et autres actifs	16	6 314 524	6 200 654	6 221 340	6 459 270	
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	17					
	18	6 182 414	5 945 797	5 896 696	6 255 783	

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2013

	7.0 0.0 0.0 0.0 0.0		
		2013	2012
Excédent de fonctionnement affe	cté - Administration		
municipale			
- Budget 2014	19	17 901	
•	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
-	27		
	28	17 901	
Excédent de fonctionnement affecté-	Organismes		
contrôlés	29	11 759	10 654
	30	29 660	10 654
Réserves financières	31		
Fonds réservés	32	384 759	371 584
	33	414 419	382 238

Organisme Saint-Aubert Code géographique 17055

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalisations 2012	Budget 2013	Réalisatio	ns 2013
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	1 670 425	1 880 405	1 850 424	1 850 424
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 751	6 700	6 248	6 248
Quotes-parts	3				
Transferts	4	287 468	234 088	313 012	313 012
Services rendus	5	97 502	116 959	134 512	134 626
Autres	6	191 530	48 700	141 409	144 028
	7	2 253 676	2 286 852	2 445 605	2 448 338
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	551 484		123 341	123 341
Autres	11			104 050	104 050
	12	551 484		227 391	227 391
	13	2 805 160	2 286 852	2 672 996	2 675 729

Extrait du rapport financier, page S7

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

			Administratio	n municipale		Données consolidées		
		Budget 2013		Réalisations 2013		Réalisations	Réalisations	
	S	ans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total	2013	2012	
	de	l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement				
Administration générale								
Évaluation	1	54 595	54 595		54 595	54 595	63 486	
Autres	2	363 948	367 595	19 374	386 969	393 605	318 321	
Sécurité publique								
Police	3	140 649	140 094		140 094	140 094	120 941	
Sécurité incendie	4	81 851	72 305	54 858	127 163	127 163	139 743	
Autres	5	1 210	468		468	468	456	
Transport	_							
Réseau routier	6	485 119	519 040	160 002	679 042	679 042	603 805	
Transport collectif	7	6 905	6 263		6 263	6 263	6 358	
Autres	8							
Hygiène du milieu	-							
Eau et égout	9	263 718	188 488	120 029	308 517	308 517	260 944	
Matières résiduelles	10	173 715	170 756	25 817	196 573	197 033	177 443	
Autres	11	22 956	14 768	692	15 460	15 460	18 018	
Santé et bien-être	12	59 815	438 218		438 218	438 218	98 057	
Aménagement, urbanisme								
et développement								
Aménagement, urbanisme								
et zonage	13	76 873	79 495	194	79 689	79 689	83 549	
Promotion et								
développement économique	14	35 432	32 962	255	33 217	33 217	34 340	
Autres	15	7 000	170 632	18 064	188 696	188 696	184 779	
Loisirs et culture	16	151 513	154 751	25 609	180 360	180 360	167 538	
Réseau d'électricité	17							
Frais de financement	18	109 788	74 292		74 292	75 287	79 712	
Amortissement des immobilisations	19		424 894	(424 894)				
	20	2 035 087	2 909 616		2 909 616	2 917 707	2 357 490	

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3